Document generated on 07/14/2025 6:09 p.m.

L'Actualité économique

Le revenu agricole au Canada

Gilles Desrochers

Volume 32, Number 4, January–March 1957

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1000136ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1000136ar

See table of contents

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)
1710-3991 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Desrochers, G. (1957). Le revenu agricole au Canada. *L'Actualité économique*, *32*(4), 632–645. https://doi.org/10.7202/1000136ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1957

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le revenu agricole au Canada

L'instabilité des revenus, des prix et de la production agricoles est un fait reconnu dans tous les pays. Nous ne voulons pas entreprendre le recensement des causes de cette situation, ni fournir une explication des fluctuations cycliques en agriculture.

Malgré son instabilité cyclique, et sans doute aussi un peu à cause d'elle, le secteur agricole ne s'ajuste que lentement, au cours de son développement, aux conditions nouvelles de l'évolution économique générale. Au Canada comme ailleurs, le développement économique de l'agriculture et le développement industriel se sont opérés simultanément, le second ayant largement conditionné le premier. Qu'en est-il résulté pour le cultivateur canadien? À l'aide de faits et de comparaisons, nous pouvons suivre l'évolution du bien-être de la classe agricole. Il s'agit de savoir si la répartition du revenu national tend à être favorable ou défavorable aux agriculteurs. Dans une économie évoluée comme la nôtre, on peut se demander dans quelle mesure les cultivateurs ont participé à l'accroissement de la productivité de l'économie et à l'accroissement du revenu qui en est résulté. Autrement dit, l'amélioration du niveau de vie de la population agricole a-t-elle été inférieure, égale ou supérieure à l'amélioration du bien-être du reste de la population depuis vingt-cinq ans?

Dans les pages suivantes, en utilisant les statistiques sur la répartition des revenus, nous traiterons empiriquement des niveaux comparés de bien-être du secteur agricole et du secteur non agricole. Incidemment, nous ferons quelques allusions à la situation américaine.

En examinant l'évolution du revenu net des cultivateurs depuis le creux de la grande dépression, deux constatations nous frappent. La première, c'est l'augmentation d'abord progressive du revenu net (de 182 p.c., entre 1934 et 1941), puis brusque (de 323 p.c., entre 1941 et 1951). Il est à noter que depuis cette dernière date, à laquelle le revenu était exceptionnellement élevé, le revenu agricole a sensiblement diminué. La seconde constatation, c'est une tendance vers la diminution de la part relative du revenu agricole dans le total du revenu national net.

Superficiellement, la première constatation nous induirait à conclure que la situation du cultivateur s'est améliorée depuis l'avant-guerre; la seconde constatation, au contraire, tendrait à infirmer cette conclusion. Nous verrons comment l'analyse systématique des données globales conduit à la solution de cette contradiction apparente.

Au Canada, aux États-Unis, et d'une façon générale dans les pays industrialisés, l'agriculture perd de son importance relative dans l'économie, au fur et à mesure que l'industrialisation se poursuit. Le tableau suivant illustre très bien la décroissance de l'importance de la population et de la main-d'oeuvre agricole par rapport à la population et à la main-d'oeuvre totale.

Tableau I

Population et main-d'oeuvre agricole, Canada et États-Unis, 1930-1954

	P.c. de la population agricole		P.c. de la main-d'oeuvre agricole	
	Canada[1]	États-Unis[2]	Canada[3]	États-Unis[2]
1930	—	24.8	—	20.9
1931	31.7	—	29	—
1940	—	23.1	29	17.1
1941	27.4	—	27	—
1951	20.8	15.7	18	11.2
1954	—	—	16	10.1

1. Neuvième *Recensement au Canada*, vol. VI: Agriculture, 1ère partie, tableau 1-2.
2. S.-D. Block, «Agriculture in the Nation's Economy», *American Economic Review*, vol. XLVI, mars 1956, p. 24.
3. *Handbook of Agricultural Statistics*, août 1955; *Reference Paper*, No 25, Part III, B.F.S., Ottawa, p. 4.

Quant à la part du revenu net échéant aux cultivateurs, elle présente un comportement à court terme de nature cyclique, comme celles des autres facteurs de production (voir tableau II). Néanmoins, il est probable que si nous disposions d'une série statistique plus longue, cela nous permettrait de discerner une tendance vers la décroissance du pourcentage du revenu agricole dans le revenu national. Le déclin des pourcentages de ces dernières années semblerait confirmer cette hypothèse; d'ailleurs, une étude faite par J.-D. Black[1] pour les États-Unis montre que le pourcentage du revenu agricole a suivi le même mouvement que

Tableau II

Répartition du revenu national[2]

Années	Revenu national net au coût des facteurs (millions de dollars)	Agriculture (millions de dollars)	Part de chaque facteur[3]				
			p.c. 2/1	Travail (millions de dollars)	p.c. 4/1	Capital (millions de dollars)	p.c. 6/1
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1926	4,185	619	14.8	2,358	56.3	1,201	28.7
1927	4,417	612	13.9	2,497	56.5	1,301	29.5
1928	4,829	655	13.6	2,705	56.0	1,456	30.2
1929	4,789	408	8.4	2,929	61.2	1,444	30.2
1930	4,283	323	7.5	2,775	64.8	1,177	27.5
1931	3,333	96	2.9	2,938	88.1	831	24.9
1932	2,630	108	2.4	1,965	74.7	549	20.9
1933	2,452	74	3.0	1,778	72.5	592	24.1
1934	2,897	174	6.0	1,928	66.6	787	27.2
1935	3,188	222	7.0	2,066	64.8	891	27.9
1936	3,487	197	5.6	2,225	63.8	1,056	30.3
1937	4,062	290	7.1	2,518	62.0	1,245	30.6
1938	4,018	359	8.9	2,494	62:1	1,156	28.8
1939	4,373	385	8.8	2,575	58.9	1,381	31.6
1940	5,263	492	9.3	2,929	55.7	1,649	31.3
1941	6,563	490	7.5	3,575	54.5	2,112	32.2
1942	8,337	988	11.9	4,242	50.9	2,466	29.6
1943	9,043	805	8.9	4,783	52.9	2,545	28.1
1944	9,826	1,185	12.0	4,940	50.3	2,633	26.8
1945	9,840	1,010	10.2	4,953	50.3	2,760	28.0
1946	9,821	1,112	11.3	5,323	54.2	3,046	31.0
1947	10,985	1,223	11.1	6,221	56.6	3,458	31.5
1948	12,560	1,518	12.1	7,170	57.1	3,790	30.2
1949	13,194	1,504	11.4	7,761	58.8	3,814	28.9
1950	14,406	1,579	10.9	8,311	57.7	4,599	31.9
1951	17,138	2,072	12.1	9,716	56.7	5,149	30.0
1952	18,326	1,851	10.1	10,868	59.3	5,337	29.1
1953	19,133	1,653	8.6	11,715	61.2	5,457	28.5
1954	18,808	1,147	6.1	11,994	63.8	5,300	28.2
1955	20,738	1,404	6.8	12,810	61.8	6,130	29.6

1. J.-D. Black, op. cit., p. 24.
2. *Sources: Comptes Nationaux: revenus et dépenses, 1926-1950*, tableau 1 pp. 26-27; *National Accounts: Income and Expenditure, 1950-1955*, tableau 1, p. 16.
3. Le total des pourcentages est légèrement inférieur à 100 parce que les soldes et allocations militaires sont négligées.

ceux de la population et de la main-d'oeuvre agricole. En 1910, les cultivateurs américains recevaient 14.1 p.c. du revenu national; en 1940, le pourcentage avait diminué à 6.8 et à 5.3 en 1950.

Le partage du revenu national est largement conditionné par le cycle, comme le suggère le tableau II. L'agriculture est le secteur particulièrement touché. En période de profonde dépression, soit entre 1928 et 1932, l'agriculture a vu sa part du revenu national net diminuer considérablement (de 13.6 p.c. à 2.4), en même temps que l'exode rural cessa et qu'un mouvement inverse de population se produisit. Le revenu d'entreprise (colonnes 6 et 7) diminua, mais dans une proportion beaucoup moindre: de 30.2 p.c. en 1928 à 20.9 en 1932. Par contre, au cours de cette dépression, les revenus du travail salarié montrèrent une rigidité à la baisse et leur pourcentage du revenu total s'éleva de 56 p.c. à 74.7. En période de reprise et de prospérité, l'augmentation de la part de l'agriculture fut très sensible. La part des salariés tendit par contre à diminuer alors que celle des revenus d'entreprise (col. 7) demeura à peu près stable au cours des fluctuations mineures. J.-D. Black est arrivé à des résultats similaires pour les États-Unis, avec quelques particularités. Par exemple, il a remarqué une décroissance de la part du capital sur une longue période.

L'étude générale des données sur la répartition ne nous permet pas d'apercevoir une amélioration ou une détérioration du bien-être de la population agricole au cours d'une longue période. Les calculs de revenus per capita et par travailleur aboutissent à des résultats qui permettent des comparaisons plus significatives dans le temps et entre secteurs.

En agriculture, le revenu par travailleur a marqué une progression à peu près continue depuis un quart de siècle. Depuis 1952, un fléchissement inquiétant s'est poursuivi en dépit de la prospérité générale de l'économie. En revanche, l'amélioration du revenu par travailleur dans le secteur non agricole s'est poursuivie sans fléchissement depuis 1939. Le revenu per capita a monté d'une façon ininterrompue depuis la crise, jusqu'en 1951, dans les deux secteurs de l'économie.

Aux États-Unis, le comportement du revenu par travailleur a été à peu près semblable au nôtre[1]. Quant au revenu per capita,

1. J.-D. Black, *op. cit.*, p. 25.

Tableau III

Revenus par travailleur

	Secteur agricole			Secteur non agricole		
Années	Revenu agricole[1] (millions de dollars) (A)	Population[2] active (en milliers) (B)	Revenu par travailleur (en dollars) (A/B) (C)	Revenu[1] Total[4] (millions de dollars) (D)	Population[2] active[3] (en milliers) (E)	Revenu par travailleur (en dollars) (D/E) (F)
1931	96	1,203	80	3,769	2,902	1,299
1932	108	1,223	88	2,514	2,942	855
1933	74	1,243	60	2,370	2,985	794
1934	174	1,263	138	2,715	3,027	897
1935	222	1,284	173	2,957	3,070	963
1936	197	1,304	151	3,281	3,113	1,054
1937	290	1,324	219	3,763	3,152	1,194
1938	359	1,344	267	3,650	3,194	1,428
1939	385	1,364	282	3,956	3,234	1,223
1940	492	1,329	370	4,578	3,227	1,419
1941	490	1,210	405	5,687	3,207	1,773
1942	988	1,127	877	6,708	3,392	1,978
1943	805	1,107	727	7,328	3,415	2,146
1944	1,185	1,126	1,052	7,573	3,381	2,240
1945	1,010	1,134	891	7,713	3,349	2,303
1946	1,112	1,178	944	8,369	3,606	2,321
1947	1,223	1,113	1,099	9,679	3,784	2,758
1948	1,518	1,088	1,395	10,960	3,866	2,839
1949	1,504	1,076	1,398	11,575	3,989	2,902
1950	1,579	994	1,589	12,910	4,088	3,158
1951	2,072	943	2,197	14,865	4,288	3,467
1952	1,851	888	2,084	16,205	4,416	3,670
1953	1,653	849	1,947	17,172	4,476	3,836
1954	1,147	868	1,321	17,294	4,528	3,819
1955	1,404			18,340		

les statistiques américaines indiquent un fléchissement depuis 1952, dans les deux secteurs[5]. L'absence de statistiques ne nous permet pas de connaître l'évolution du revenu per capita au Canada depuis cette date, pour chaque secteur.

Les écarts entre le revenu par travailleur agricole et celui du travailleur non agricole semblent considérables en dépit de la hausse du revenu dans le secteur agricole. Cependant, il est important de souligner l'imperfection des comparaisons et de qualifier les données du tableau III.

1. Le revenu agricole, selon les comptes nationaux, ne tient compte que des revenus provenant de l'exploitation agri-

1. *Comptes nationaux: revenus et dépenses, 1926-1950*, tableau 1, pp. 26-27.
National Accounts: Income and Expenditure, 1951-1955, tableau 1, p. 16.
2. *Handbook of Agricultural Statistics*, August 1955, Reference Paper No. 25, Part III, B.F.S., p. 4.
3. Militaires exclus.
4. Soldes et allocations militaires exclues.
5. J.-D. Black, *op. cit.*, p. 27.

cole. Les salaires agricoles ainsi que les revenus gagnés à l'extérieur des fermes devraient être soustraits du revenu du secteur non agricole et ajoutés au revenu agricole.

2. Les intérêts, dividendes, loyers et autres revenus de placement perçus par les agriculteurs sont inclus dans le revenu non agricole et devraient, eux aussi, s'ajouter au revenu agricole.
3. Au revenu provenant de la production, on doit ajouter les paiements de transferts afin d'obtenir le revenu personnel. Il n'est pas possible de préciser quel est l'effet de ces paiements sur l'écart entre les deux secteurs.
4. Les impôts directs per capita payés par les agriculteurs étant moindre que ceux que paient les contribuables du secteur non agricole, le revenu personnel des cultivateurs se trouve à être proportionnellement moins diminué, et le revenu disponible qui en résulte proportionnellement plus élevé.
5. Le revenu en nature, inclus dans le revenu agricole, est évalué aux prix de la ferme. L'évaluation des produits consommés sur la ferme devrait être faite aux prix payés par les consommateurs de la ville pour les mêmes produits, si l'on veut que les comparaisons entre les revenus agricoles et non agricoles soient plus convenables.

Si l'on pouvait évaluer précisément la majoration apportée au revenu agricole par les remarques 1, 2, 4, et 5, l'écart entre les deux secteurs serait appréciablement réduit.

Enfin, il faut tenir compte d'un dernier facteur: l'augmentation des prix. Les revenus exprimés en dollars courants exagèrent l'amélioration du revenu par travailleur dans les deux secteurs. Le tableau IV compare les progrès du revenu monétaire et du revenu réel, en reprenant les chiffres du tableau III. Pour obtenir l'augmentation du revenu en termes réels (i.e. en pouvoir d'achat), on doit diviser le revenu monétaire par l'indice du coût de la vie. On obtient ainsi l'augmentation du revenu en dollars constants.

L'amélioration, en termes monétaires et en termes réels du revenu par travailleur agricole fut supérieure à celle du revenu par travailleur non agricole, si l'on compare l'année 1954 à l'année 1939, alors que les revenus agricoles étaient relativement bas,

Tableau IV

Augmentation du revenu par travailleur au Canada, 1939-1954

	1939-1954		1950-1954	
	Augmentation en termes monétaires	Augmentation en termes réels	Augmentation en termes monétaires	Augmentation en termes réels
Secteur agricole.....	370 p.c.	150 p.c.	—10 p.c.	—30 p.c.
Secteur non agricole...	210 p.c.	70 p.c.	20 p.c.	7 p.c.

comparativement aux autres revenus. En 1939, le revenu non agricole par travailleur était 4.3 fois plus élevé que le revenu par travailleur agricole. En 1954, le revenu par travailleur dans les autres occupations était seulement 2.8 fois supérieur au revenu par travailleur en agriculture.

Depuis 1950, on remarque une diminution de 30 p.c. (en termes réels) du revenu par travailleur agricole contre une augmentation de 7 p.c. pour le reste de la population. Cette situation révèle un élargissement de l'écart entre les revenus par travailleur des deux secteurs depuis 1950.

L'amélioration du revenu par travailleur agricole, en chiffres absolus et relativement aux revenus d'autres occupations, est due aux facteurs suivants:

1. la hausse du niveau de la demande intérieure pour les produits agricoles;
2. l'accroissement de la productivité de l'industrie agricole;
3. l'exode de la population et des travailleurs agricoles vers les villes, qui a permis au chômage agricole déguisé de disparaître, ou du moins de diminuer très considérablement.

L'interprétation du phénomène de l'accroissement de la productivité agricole n'est pas facile. H.-C. Pentland[1] a calculé que l'indice de la productivité physique par homme-année a augmenté de 80.8 p.c. en agriculture, entre 1946 et 1952, alors que l'augmentation ne fut que de 33.8 p.c. et 7.9 p.c. respectivement dans l'industrie minière et manufacturière. L'auteur attribue aux

1. N.-C. Pentland, «Physical Productivity in Canada, 1935-1952», *The Economic Journal*, vol. LXIV, No 254, juin 1954, pp. 399-404.

conditions atmosphériques favorables, plus du tiers du gain en agriculture. Il attribue aussi une part importante du gain à la disparition des fermiers marginaux. Quant aux gains réels de productivité, c'est-à-dire ceux qui résultent de l'utilisation de meilleurs procédés de production et de l'usage plus intensif de machinerie, l'auteur croit qu'ils furent inférieurs à l'un ou l'autre des deux autres facteurs[1]:

Tableau V

Répartition du revenu net agricole par province[2]

(En pourcentage)

	Revenu net[3] agricole Canada (,000 de dollars)	Maritimes	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique
1926	630,031	4.76	14.70	26.03	50.89	2.60
1927	643,732	5.06	13.81	26.59	51.98	2.56
1928	663,744	4.97	14.62	26.33	51.10	3.06
1929	432,997	5.06	20.84	38.28	29.25	4.58
1930	339,620	8.30	21.57	40.78	25.17	4.16
1931	138,279	12.83	28.31	65.18	—22.63	6.32
1932	133,535	10.45	28.66	43.80	—11.44	5.64
1933	117,311	15.02	31.49	48.40	— 4.47	9.57
1934	210,500	8.91	22.79	41.52	21.63	5.14
1935	242,083	9.37	20.82	38.72	25.84	5.25
1936	240,671	11.07	25.33	38.23	19.23	6.14
1937	317,243	8.92	20.36	39.05	26.72	4.94
1938	371,362	6.86	18.03	32.71	37.95	4.46
1939	454,915	5.18	17.00	28.53	45.40	3.88
1940	485,694	5.06	17.43	27.21	46.47	3.81
1941	516,501	5.25	19.82	32.96	36.70	5.26
1942	1,087,668	3.87	12.56	24.21	56.71	2.66
1943	878,133	6.45	18.44	28.02	42.36	4.73
1944	1,240,214	4.29	14.66	23.30	54.38	3.38
1945	971,582	5.32	16.46	31.89	41.60	4.74
1946	1,138,637	5.29	17.35	29.74	43.10	4.51
1947	1,206,209	4.59	14.69	28.46	48.13	4.12
1948	1,681,563	4.06	15.04	26.06	51.48	3.36
1949	1,640,504	4.05	15.13	27.95	49.36	3.51
1950	1,448,081	4.51	17.08	31.89	43.52	3.00
1951	2,154,627	3.76	15.49	25.91	52.32	2.52
1952	1,923,473	4.01	14.41	23.27	56.26	2.06
1953	1,696,898	3.47	16.18	25.68	52.07	2.61
1954	1,189,917	5.49	23.22	33.33	34.65	3.32
1955	1,454,268	4.30	20.18	29.46	43.42	2.64

1. Ibid., pp. 402-403.

2. *Handbook of Agricultural Statistics*, Part II; Farm Income, D.B.S., Reference Paper No 25, 1952.

3. Notons que le revenu net total du tableau V diffère de celui de la colonne 2 du tableau II. Ce dernier chiffre est obtenu en déduisant du montant du tableau V les paiements de transferts et les revenus de placements. De plus, une correction importante est apportée pour les opérations sur les céréales. Cf. *Comptes nationaux: revenus et dépenses, 1926-1950*, Bureau fédéral de la Statistique, Ottawa, tableau 40, pp. 80, 81.

La répartition provinciale du revenu agricole net est affectée par le cycle. Le tableau V fait ressortir ce phénomène[1].

— Avant la crise, la part du revenu net revenant aux Maritimes, à Québec et à l'Ontario est demeurée constante. Celle des Prairies demeura constante dans l'ensemble, mais celle de chaque province fluctua largement d'année en année, comme c'est le cas encore à l'heure actuelle.

— Pendant la grande dépression, la part des Maritimes, du Québec et de l'Ontario augmenta considérablement, tandis que les provinces des Prairies souffrirent profondément du marasme économique.

— Depuis la crise, la part des Maritimes, de Québec et de l'Ontario a diminué et fluctue en général de manière inverse aux fluctuations mineures du revenu net agricole total.

L'augmentation du revenu par ferme (monétaire, brut et net) paraît extraordinaire si l'on compare l'année de crise 1931 avec celle de prospérité anormale 1951. Dans toutes les provinces, la hausse du revenu net a suivi, sinon dépassé celle du revenu monétaire et du revenu brut parce que le coût de production n'a pas augmenté, du moins jusqu'en 1951, proportionnellement aux prix reçus par les fermiers. Depuis lors, la hausse du coût de production a sensiblement agrandi l'écart entre le revenu brut et le revenu net, et les recettes monétaires provenant de la vente des produits agricoles n'ont pu se maintenir à cause de la baisse des prix à la ferme. La hausse du revenu per capita fut aussi générale dans toutes les provinces, ainsi que celle du revenu par travailleur, comme nous l'avons vu précédemment. La hausse du revenu par ferme fut favorisée par la diminution du nombre de fermes. Cette diminution du nombre de fermes est attribuable à l'agrandissement des fermes, ce qui permet une mécanisation plus intense et une productivité plus grande. Enfin, un certain nombre de fermes marginales ont tout simplement disparu.

Dans un sens, le tableau VI sous-estime le revenu moyen par ferme. Étant donné le grand nombre de fermes marginales dans chaque province, on peut être certain que le revenu moyen des fermes dites commerciales est plus élevé en réalité que l'indique notre tableau.

1. Voir note 3 du tableau V.

Tableau VI

Revenus par ferme et revenu net per capita, Canada, 1931-1951

(en dollars)

	Revenu net par ferme			Revenu brut par ferme			Revenu monétaire par ferme			Revenu net per capita		
	1931	1941	1951	1931	1941	1951	1931	1941	1951	1931	1941	1951
Canada	190	705	3,458	863	857	5,743	733	650	4,520	42	164	740
Île du Prince-Édouard	185	339	1,716	620	846	3,192	415	622	2,628	43	81	371
Nouvelle-Écosse	222	631	1,112	543	779	2,643	653	542	1,888	49	63	227
Nouveau-Brunswick	194	436	1,422	542	841	2,591	301	598	1,904	36	85	250
Québec	390	662	2,485	836	1,192	4,161	552	909	3,253	15	122	421
Ontario	469	956	3,723	1,200	1,811	6,419	890	1,540	5,248	112	242	794
Manitoba	—154	914	3,472	595	1,704	5,848	586	1,394	5,072	—26	212	830
Saskatchewan	—255	505	4,936	602	1,205	7,501	542	1,151	5,679	—62	136	1,384
Alberta	106	666	4,654	940	1,475	7,378	757	1,454	5,455	27	170	1,137
Colombie-Britannique	235	1,026	2,052	1,065	1,801	4,748	838	1,518	4,144	85	265	450

Tableau VII

Catégories économiques des fermes, Canada, 1950[1]

(p.c. par classe)

Fermes commerciales Valeur des produits vendus (en dollars)	Canada	T.-N.	I.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
I— 20,000 et plus....	0.71	0.47	0.06	0.29	0.17	0.13	1.28	0.46	0.35	1.46	1.18
II— 10,000 — 19,999.	2.70	0.49	0.65	0.71	0.60	0.81	4.30	2.90	2.41	4.55	3.05
III— 5,000 — 9,999.	11.08	1.85	4.34	2.93	2.94	5.89	15.73	5.06	12.70	13.22	8.68
IV— 2,500 — 4,999.	23.24	2.18	18.19	8.01	8.71	19.36	27.44	28.37	28.74	24.44	14.92
V— 1,200 — 2,499.	24.28	5.63	28.59	15.99	16.73	26.36	21.84	24.48	29.67	25.12	17.49
VI— 250 — 1,199.	13.45	10.45	21.55	16.19	14.86	13.53	8.96	14.25	16.76	15.38	10.34
Fermes non commerciales[2].....	24.54	78.49	26.62	55.87	56.00	33.93	20.46	14.50	9.37	15.83	44.35
Total[3].....	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

La distribution des fermes par catégorie de revenus nous montre que le quart des fermes canadiennes étaient non commerciales en 1950. Dans certaines provinces, comme les Maritimes et la Colombie-Britannique, plus de la moitié des fermes sont classifiées non commerciales. Dans notre province, le tiers des fermes sont économiquement marginales, sans compter celles des catégories commerciales I et II qui en renferment certainement un assez bon pourcentage. Ce qui indique que le revenu monétaire moyen par ferme, en 1950, tel que calculé au tableau VI, serait fort sous-estimé, si l'on voulait connaître le revenu moyen des fermes commerciales. Le revenu monétaire moyen des provinces Maritimes et du Québec en particulier serait passablement accru si l'on calculait le revenu par ferme pour les fermes commerciales seulement.

Cette spécification souligne l'imperfection des calculs globaux et la nécessité d'études régionales pour l'application de mesures économiques visant à accroître la productivité de certaines catégories de fermes ou à encourager le déplacement de certains producteurs agricoles vers d'autres occupations.

Au début de ce travail, nous nous demandions si l'amélioration du niveau de vie du cultivateur avait été égale, moindre ou plus grande que celle de la population non agricole. En chiffres absolus, l'augmentation du revenu par travailleur agricole fut

1. Neuvième *Recensement du Canada*, vol. VI, 1ère et 2e parties, tableau 40, pour chaque province.

2. Les fermes définies «non commerciales» sont celles dont les recettes sont inférieures à 250 dollars par année; les fermes à temps partiel; enfin, un petit nombre de fermes d'institutions.

3. La somme de chaque colonne ne correspond pas nécessairement au total indiqué, en raison de l'arrondissement des décimales.

de 1,915 dollars entre 1939 et 1951. L'augmentation correspondante par travailleur non agricole se chiffre à 2,244 dollars. En termes relatifs, le revenu par travailleur agricole, en 1951, représentait presque huit fois celui de 1939. Le revenu par travailleur dans le secteur non agricole était près du triple en 1951 de celui de 1939. L'augmentation plus rapide du revenu par travailleur en agriculture a réduit l'écart relatif entre les deux secteurs, l'écart absolu s'étant par contre légèrement accentué (941 dollars par travailleur en 1939 contre 1,270 dollars en 1951). Il n'est peut-être pas outré de dire que les avantages que procure le genre de vie à la campagne continueront de compenser dans une certaine mesure l'écart entre les revenus urbains et les revenus agricoles.

Incontestablement, le revenu agricole (per capita par travailleur et par ferme) s'est élevé, à cause de la diminution de la population agricole, du nombre de fermes et de l'augmentation de la productivité, compte tenu de la hausse des prix. Au cours des années 1939-1951, il y eut, de plus, une amélioration de la situation du cultivateur par rapport aux autres occupations.

Depuis, cette situation paraît s'être détériorée. S'agit-il simplement d'un mouvement cyclique ou d'un effet de croissance? La réponse est en dehors des préoccupations de notre travail.

L'étude des revenus par ferme nous a renseigné sur la diversité des états de prospérité régionaux. Aperçue dans son ensemble, l'agriculture nous a paru prospère depuis la dernière guerre. Examinée régionalement, certaines mesures économiques semblent nécessaires afin d'éliminer certaines fermes et d'en améliorer d'autres pour élever le niveau moyen du revenu par ferme, par travailleur et per capita. La Commission Royale d'Enquête sur les perspectives économiques du Canada vient d'ailleurs de publier son rapport préliminaire[1] qui renferme des recommandations touchant l'agriculture et visant à améliorer le revenu agricole.

Outre ces recommandations, le Rapport prévoit un avenir prospère pour l'agriculture canadienne, considérant la ligne de son développement actuel et les prescriptions de la Commission qui prétendent le favoriser.

1. *Commission Royale d'Enquête sur les perspectives économiques du Canada*, Rapport préliminaire, décembre 1956, pp. 24-28.

Voici quelques comparaisons entre les années 1955 et 1980, extraites du Rapport Gordon[1].

	1955	1980 (prévisions)
Population totale	15,575,000	26,650,000
Population agricole	20 p.c. du total	9 p.c. du total
Main-d'oeuvre totale	5,328,000	9,637,000
Main-d'oeuvre agricole	15.3 p.c. du total	7.6 p.c. du total
Production totale	25,500,000,000 dollars	76,000,000,000 dollars
Production agricole	12.8 p.c. du total	5.7 p.c. du total

Que signifient ces prévisions pour le bien-être futur de la classe agricole? Une production plus grande, répartie entre une population et une main-d'oeuvre agricoles moins nombreuses, aussi bien en pourcentage qu'en chiffres absolus, ce qui veut dire une amélioration du revenu per capita et par travailleur.

Le Rapport prévoit que «la production agricole par heure-homme augmentera à un taux moyen de 3 p.c., composé annuellement, jusqu'en 1970 et, durant les dix années suivantes, soit jusqu'en 1980, à un taux moyen de 2.5 p.c., composé annuellement»[2]. La Commission prévoit donc que l'amélioration de la productivité agricole continuera pendant les prochaines années à être supérieure à l'augmentation de la productivité dans les autres industries. Cela, à cause de la substitution rapide et continue de l'outillage mécanique à la main-d'oeuvre. Vers la fin de la période étudiée (entre 1970 et 1980), la Commission prévoit une baisse de l'accroissement de productivité, à cause de la difficulté de poursuivre la substitution du capital au travail dans la production du bétail, qui tendra à devenir prédominante à cette époque[3]. On peut s'attendre à ce que l'écart des revenus per capita et par travailleur entre le secteur agricole et non agricole soit rétréci, étant donné ces prévisions. La période 1952-1955 ne représenterait dans cette perspective qu'un élargissement temporaire de l'écart.

1. Rapport Gordon, op. cit., ch. 2, pp. 5-23.
2. Rapport Gordon, op. cit., p. 8.
3. Ibid., p. 8, no 10.

On prévoit également une augmentation de la production (donc du revenu) par ferme, ainsi qu'une diminution du nombre de fermes[1]. L'étendue de la ferme sera également supérieure en 1980 à celle de 1951.

En dépit de cette prévision générale de la hausse du revenu par ferme, par travailleur et per capita, les différences régionales et provinciales demeureront sans doute. La Commission suggère certaines mesures économiques afin d'améliorer la productivité et le revenu moyen, en particulier dans les Maritimes, ce qui atténuerait les écarts entre les provinces.

En définitive, l'agriculture peut compter sur un quart de siècle de prospérité, pour autant que les prévisions de la Commission Gordon se réaliseront et que les recommandations du Rapport, en vue de ne pas entraver ou de favoriser le développement de l'agriculture, seront observées.

Gilles DESROCHERS,
professeur à l'École des Hautes Études commerciales (Montréal).

1. Rapport Gordon, op. cit., ch. 3, 4, pp. 24-33.